

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte
la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel**

Commune de Genouillé

LE PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R. 555-30-1 et R. 555-31 ;

VU le Code de l'énergie, et notamment les chapitres 1ers du Titre II du livre 1er et du Titre III du livre IV ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L. 153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-224 du 29 janvier 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé sur la commune de Genouillé (17) ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

VU le dossier faisant l'objet d'un porter à connaissance, n° AC-CES-0606 déposé le 28 octobre 2025 par NaTran, Pôle d'exploitation Atlantique Méditerranée situé 10 quai Émile Cormerais à SAINT-HERBLAIN Cedex (44818), pour la création et le raccordement d'un poste d'injection de biométhane sur la commune de Genouillé (17) ;

AR Prefecture

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mars 2026 autorisant la société NaTran à construire, raccorder et exploiter un poste d'injection de biométhane, sur le territoire de la commune de Genouillé (17) ;

VU la consultation du conseil municipal de Genouillé en date du 19 novembre 2025, pour une durée de 2 mois ;

VU la consultation de la Communauté de Communes Aunis Sud en date du 19 novembre 2025, pour une durée de 2 mois ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant NaTran par courriel du 2 février 2026 ;

VU l'absence d'observation formulée par courrier du 20 janvier 2026 par le Conseil Municipal de la commune de Genouillé ;

VU l'absence d'observation formulée par courrier du 10 décembre 2025 par la Communauté de Communes Aunis Sud sur le projet d'arrêté ;

VU les observations formulées par l'exploitant NaTran sur le projet d'arrêté par courriel du 9 février 2026 qui ont été prises en compte ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine en date du 24 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que selon l'article L. 555-16 du Code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

CONSIDÉRANT que selon l'article R. 555-30 b) du Code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L. 555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation sont définis ; les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,

ARRÊTE :**Article 1^{er} : Canalisations et communes concernées**

En application des articles L. 555-16 et R. 555-30 b) du Code de l'Environnement, des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur le plan à l'échelle 1/25 000^{ème} annexé⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL EXPLOITÉES PAR LE TRANSPORTEUR :

NaTran

Siège Social : Immeuble BORA - 6 Rue Raoul Nordling
92270 Bois Colombes Cedex

Nom de la commune : Genouillé

Code INSEE : 17174

AR Prefecture017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026**Ouvrage concerné par l'institution des servitudes :**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implanta- tion	Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
DN 100 – 1960 – SAINT CREPIN – AYTRE	67,7	100	3858	ENTERRE	25	5	5
DN 200 – 1968 – SAINT CREPIN – AYTRE	67,7	200	3861	ENTERRE	55	5	5
BRT Biométhane DN 50 amont	67,7	50	10	ENTERRE	15	5	5
BRT Biométhane DN 80 aval	67,7	80	315	ENTERRE	15	5	5

Installations annexes concernées par l'institution des servitudes :

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1 (*)	SUP2	SUP3
Poste d'injection GENOUILLE BIO	20	6	6

* NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Article 2 : Nature des constructions et aménagements concernés par ces dispositions

Conformément à l'article R. 555-30 b) du Code de l'Environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du Code de l'Environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du Code de l'Environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-10-1 du Code de l'Environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 :

Conformément à l'article R. 555-30-1 du Code de l'Environnement, les maires informent le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L. 151-43, L. 153-60, L. 161-1 et L. 163-10 du Code de l'urbanisme.

Article 5 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n°18-224 du 29 janvier 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques susvisés, sur la commune de Genouvillé.

Article 6 : Publicité de l'arrêté

En application de l'article R. 554-60 du Code de l'Environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Il sera également adressé au maire de la commune de Genouvillé et au président de la Communauté de Communes Aunis Sud.

Article 7 : Voies et délais de recours

En application de l'article R. 554-61 du Code de l'Environnement, le présent arrêté pourra être déféré au tribunal administratif de Poitiers :

- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication,
- par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés précédemment.

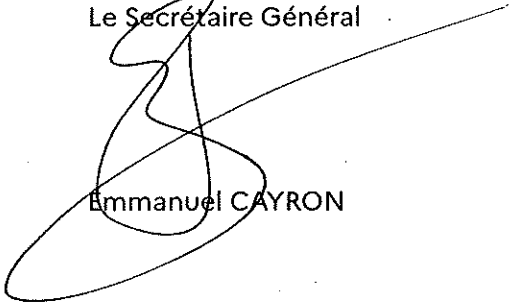
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telercours.fr ».

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, le Maire de la commune de Genouillé, le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine sont chargés de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée au Directeur général de la société NaTran.

Fait à La Rochelle, le **10 MARS 2026**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Emmanuel CAYRON

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- * la Préfecture de la Charente-Maritime
- * la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine
- * l'établissement public compétent ou la mairie concernée.

AR Prefecture

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

ANNEXE 1 : Plan SUP

AR Prefecture

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026

Genouillé

Limites SUP1 :
GRTgaz

© SCAN 25 IGN, © BDTOPO IGN

0 0.5 1 km

Genouillé

Limites SUP1 :

 GRTgaz

© SCAN 25 IGN, © BD TOPO IGN

AR Prefecture

017-200041614-20261005-2026A28-AR
Reçu le 08/10/2026